



LE TAURILLON

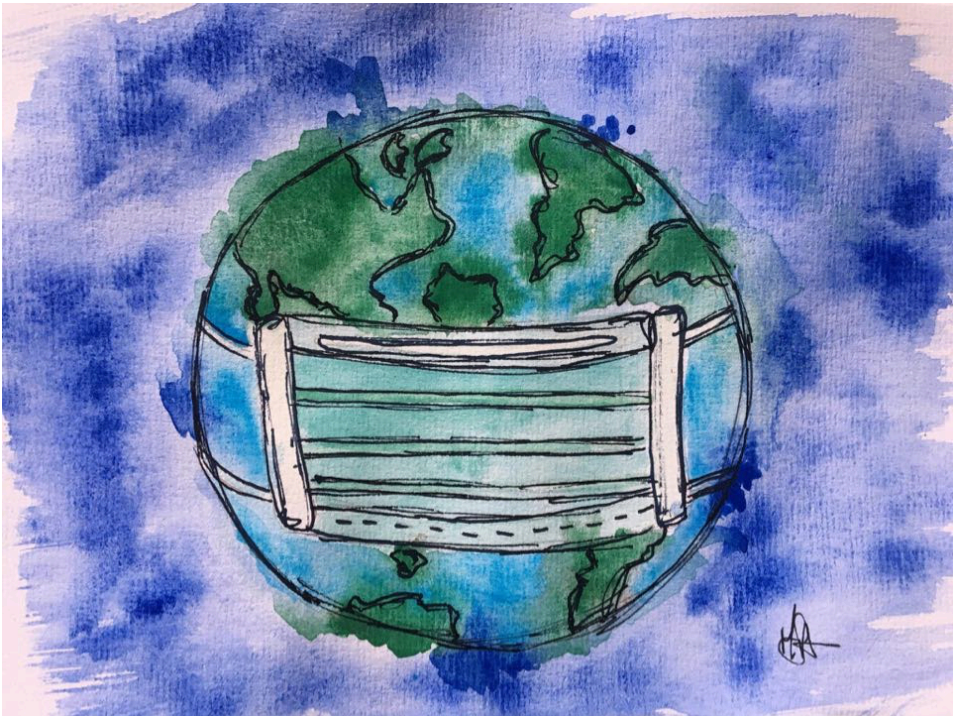
En Flam's

Le journal eurocitoyen

www.taurillon.org

N° 17 Avril - Mai - Juin 2020

COVID-19 : Un défi pour l'Union européenne



www.jeunes-europeens-strasbourg.eu

**Solidarité ou
individualisme des
États face à la crise ?**

Page 4

**Our civil liberties in
the wake of COVID-19**

Page 16

**Confinement et
hausse des violences
domestiques**

Page 20



JEUNES
EUROPÉENS
STRASBOURG



« *L'Europe ne se fera pas d'un coup, ni dans une construction d'ensemble : elle se fera par des réalisations concrètes, créant d'abord une solidarité de fait.* » (Robert Schuman, 9 mai 1950)

En mai dernier, la déclaration Schuman a célébré ses 70 ans. Considérée comme le texte fondateur de l'Union européenne, elle sert également de date repère pour la fête de l'Europe. Mais cette année, les célébrations étaient loin de l'effervescence qu'on pourrait attendre d'un tel anniversaire.

Au contraire, les bâtiments des institutions européennes se vident, et l'agenda habituel est largement bouleversé par la crise du COVID-19 qui frappe le monde entier.

Le 26 mars dernier, Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, déclarait lors de la session plénière du Parlement européen à Bruxelles « qu'au moment où l'Europe avait vraiment besoin de faire preuve de l'esprit du « tous pour un », trop de personnes ont d'abord répondu par un « seulement pour moi » ».

Dans ce numéro 17 du Taurillon en Flam's, nous évoquerons le manque de solidarité de l'UE dès les débuts de la crise du COVID-19 (page 4) et la nécessité pour l'UE de rapatrier certaines industries stratégiques basées en Chine sur son territoire (page 6).

D'autres questions se posent également : quel avenir pour nos libertés publiques (page 16) ou pour le « Green Deal » (page 18) ? Beaucoup de choses sont actuellement remises en question, mais ces sujets doivent-ils faire partie du lot ?

Enfin, nous avons également souhaité ouvrir une section « témoignages », dans laquelle des étudiants européens s'expriment sur la façon dont le confinement est vécu sur le territoire où ils effectuent leurs études (page 22).

Cette section témoignages est à l'image de ce que vous pourrez ressentir dans les autres pages de cette édition ; beaucoup de nos rédacteurs avaient besoin de s'exprimer sur le confinement et sur la façon dont ils vivaient la situation, d'où une écriture plus personnelle que vous saurez, je pense, reconnaître !

Bonne lecture à toutes et à tous, et prenez soin de vous !

Arnaud Wittmer, rédacteur en chef

Sommaire

Articles arrêtés au 11 mai



Pages 4 - 5

Solidarité européenne ou individualisme des États dans la crise ?



Pages 6 - 7

Vers une souveraineté industrielle européenne ?



Pages 8 - 9

COVID-19 : Une nouvelle crise économique ?



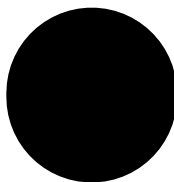
Pages 10 - 11

Histoire des pandémies en Europe



Pages 12 - 13

Les systèmes de santé en Europe



Pages 14 -15

News from Europe



Pages 16 - 17

Crise sanitaire ou libertés publiques en crise ?



Pages 18 - 19

COVID-19 : Quel impact sur le Green Deal ?



Pages 20 - 21

Confinement et hausse des violences domestiques



Pages 22 - 23

Témoignages d'étudiants européens sur la crise.



Pages 24 - 25

Menu européen de printemps

L'équipe du Taurillon en Flam's n° 17

Rédacteurs en chef

Arnaud Wittmer

Alexandre Duporte

Responsable de la publication

Andreea Camen

Dessins :

Marylisa Alemi

Le comité de rédaction

Marylisa Alemi

Anaïs Ben Lalli

Melina Charalampous

Numa Echailler

Candice Fort

Camille Jerineck

Simon Kaiser

Le comité de rédaction

Lucas Kryzaniac

Axel Legoupil

Clément Maury

Rémi Menthéour

Lucas Nietzsche

Eloïse Ryon

Pinaillage ? Reprenons les définitions ! La charité, dans son aspect moral, consiste à apporter à autrui un soutien ponctuel, par altruisme ou par croyance.

La solidarité organique, au sens durkheimien, correspond aux liens invisibles qui relient les individus entre eux. C'est le « ciment » d'une société. Les peuples européens sortiront-ils plus « cimentés » de cette crise qu'ils ne l'étaient quelques mois auparavant ? Les sondages d'opinion en Italie donnent des indices inquiétants quant à un sentiment d'abandon et d'indifférence..

Bien sûr, on comprendra aisément qu'en période de crise sanitaire, les besoins en matériel et personnel compétent soient la priorité absolue et la gestion de l'urgence la règle.

Alors que l'Union européenne semblait avoir marqué les esprits en annonçant un plan de relance à 1 000 milliards d'euros, le fameux « monde d'après » européen est déjà assombri par les nuages des réflexes nationaux. L'essai européen Discovery visant à tester un traitement efficace au Covid-19 est au point mort, faute d'harmonisation réglementaire.

Le 5 mai, la *Bundesverfassungsbericht* (Cour constitutionnelle allemande) a ordonné à la *Bundesbank* (Banque fédérale) de cesser sous trois mois d'acheter des emprunts d'États de la zone euro pour le compte de la Banque centrale européenne (BCE) si cette dernière ne prouve pas que ces achats sont justifiés.

En parallèle, les négociations sur les « Coronabonds » s'annoncent à nouveau très laborieuses tant le sujet divise aussi bien les gouvernements que les opinions publiques. Enfin, les mesures de déconfinement et d'ouverture de frontières se prennent en ordre dispersé malgré les efforts de coordination de la Commission européenne. Les piliers de la solidarité européenne sont à maints égards très fragiles.

« L'Europe ne se fera pas d'un coup, ni dans une construction d'ensemble : elle se fera par des réalisations concrètes créant d'abord une solidarité de fait », déclarait Robert Schuman il y a 70 ans.

Et son ami Jean Monnet de renchérir dans ses Mémoires : *« L'Europe se fera dans les crises et elle sera la somme des solutions apportées à ces crises »*.

Des décennies plus tard, le chemin vers la solidarité européenne est encore long.

Clément Maury



L'après - COVID-19 : Un nouvel élan vers une autonomie stratégique européenne ?



En serions-nous à regretter ce long mouvement de désindustrialisation ?

Mi-avril, la Vice-présidente de la Commission européenne, Vera Jourova, parlait à ce sujet de « dépendance morbide » de l'Union européenne envers la Chine ; phénomène bien antérieure à la crise sanitaire actuelle mais que celle-ci aura révélé. Pourtant, l'actuel paradigme économique libéral appelle à toujours plus d'interdépendances, de spécialisation et de chaînes d'approvisionnement complexes et lointaines.

COVID-19 : le constat sans appel d'une dépendance industrielle

Première puissance industrielle mondiale depuis 2012, la Chine s'avère être un compétiteur industriel de premier ordre. En effet, l'Union souffre d'un déficit de près de 164 milliards d'euros dans sa balance commerciale avec la Chine. Cette

situation, il faut l'avouer, nous nous y étions habitués.

C'était sans compter sur la crise sanitaire que nous vivons : des hôpitaux sous tension après des années de coupes budgétaires et une industrie inapte à fournir des produits essentiels. Serait-ce donc le moment tant attendu du retour de l'autonomie stratégique européenne?

Dans son adresse aux Français du 13 avril 2020, Emmanuel Macron a mis l'accent sur le besoin de « *rebâtir une indépendance agricole, sanitaire, industrielle et technologique française et plus d'autonomie stratégique pour notre Europe* ».

Le 23 avril 2020, le président du Conseil de l'Union européenne, Charles Michel, a repris cette même expression concernant la production de « *biens essentiels en Europe* ».

Cette résurgence d'un concept emprunté au secteur de la Défense émane d'un

constat alarmant ; nous, Européens, avons des dépendances asymétriques dans des secteurs stratégiques qui affectent de manière négative notre capacité autonome d'action, indispensable en temps de crise. Cette capacité est pourtant indispensable à notre sécurité et à notre confiance pour le projet européen.

Une dépendance stratégique jusqu'à notre transition énergétique

L'objectif européen d'atteindre pour 2030 au moins 32,5 % de notre consommation énergétique finale provenant d'énergies renouvelables est essentiel à notre combat contre le changement climatique.

Cependant, est-il aussi un pas en avant vers une autonomie stratégique européenne ? Cela est moins sûr.

En effet, la Chine a pris une avance considérable dans la manufacture de ces énergies vertes et dans la possession de brevets technologiques nécessaires à notre transition énergétique. Cette avance a créé et créera une dépendance conséquente sur la technologie chinoise, contrevenant non seulement aux efforts de l'Union dans la réussite des ambitieux objectifs environnementaux, mais aussi dans le cadre de la protection des données énergétiques européennes.

Une relocalisation des industries pharmaceutiques et textiles sera donc certainement insuffisante face aux nombreuses autres dépendances industrielles et technologiques naissantes.

Une autonomie stratégique européenne ; un nouvel équilibre mondial à trouver

Aujourd'hui, l'Union fait face à l'amer revers que cause ses différentes dépendances : son incapacité à subvenir aux besoins de ses citoyens.

La solution proposée, c'est-à-dire la relocalisation des industries stratégiques, dépendra tout d'abord de la capacité à recréer un environnement compétitif capable d'attirer les entreprises privées, mais également de la capacité à créer un consensus autour de la définition des « intérêts stratégiques européens », inexistante à ce jour. Une grande attention devra donc être portée sur la mise en oeuvre de la stratégie industrielle du commissaire au Marché intérieur, Thierry Breton.

Enfin, n'oublions pas que l'équilibre mondial actuel, déjà miné par de séculaires pratiques anticoncurrentielles internationales, s'en trouvera certainement fragilisé. Il faudra alors trouver un nouvel équilibre, un juste équilibre, pour éviter de succomber aux tendances actuelles, toujours plus fortes en période de crise, du repli sur soi et d'unilatéralisme. Méfions-nous de ces réactions primaires, de ces dogmatismes simplistes qui voudraient répondre à cette crise par la provocation d'une autre. Il faut le rappeler, les échanges internationaux équilibrés et soumis à des règles globalement acceptées et appliquées ne représentent pas un jeu à somme nulle.

COVID-19 : Vers une nouvelle crise économique ?

Elle est déjà une crise marquante de l'histoire économique, celle du « Grand confinement ». Revenons ensemble sur son origine et sur l'après-économique auquel l'Union européenne se prépare fébrilement.

Aux origines de la crise du « Grand confinement »

Les mesures sanitaires adoptées mondialement ont conduit à l'arrêt des activités non-essentielles (commerces, administrations). Le confinement s'est traduit par un choc de demande négatif. On consomme moins. Les acteurs économiques sont restreints dans leurs activités, ce qui limite la consommation et l'investissement. Les mesures sanitaires ralentissent aussi le commerce et l'industrie avec l'extérieur, notamment le pétrole ou le tourisme. Les chiffres les plus optimistes de l'OMC (Organisation mondiale du commerce) prévoient une chute de 13 % du volume des échanges mondiaux de marchandises en 2020.

L'économie est aussi frappée par un choc d'offre négatif : on produit moins. L'épidémie, en frappant d'abord la Chine, a désorganisé la production de « l'usine du monde ». À l'instar du reste des acteurs économiques mondiaux, elle a du mal à tenir ses délais et répondre à la demande. En effet, la main d'œuvre est empêchée de travailler par la pandémie. C'est le cas

aussi en Europe, où le PIB européen devrait chuter de 7,4% en 2020.

Plus singulier, cette crise à un caractère planifié. Les activités économiques ont été mises en sommeil, plutôt que mises à l'arrêt. La consommation est limitée par les contraintes du confinement, et non pas par les décisions des consommateurs. Une crise temporaire donc ? Cela dépendra des évolutions à venir.



Photo : geralt / Pixabay

La réponse à l'échelle européenne

La suspension de la règle des 3% de déficit à ne pas dépasser n'ayant pas suffi, la réponse de l'Union était très attendue. Après d'âpres négociations, les ministres des Finances se sont finalement accordés sur le déblocage de 550 milliards d'euros à l'échelle européenne pour contrer la crise économique, un total rendu possible par la mobilisation de trois acteurs.

Tout d'abord, la Commission pourra apporter 100 milliards d'euros aux États pour financer le chômage partiel, essentiel pour la survie de nombreuses entreprises. Celles-ci seront par ailleurs soutenues par la Banque européenne d'investissement, qui lèvera jusqu'à 200 milliards d'euros. Le sujet des conditions d'accès pour les États au mécanisme européen de solidarité (MES), mis en place lors de la crise grecque en 2012, demeurerait cependant non résolu. Wopke Hoekstra, le ministre des Finances des Pays-Bas, réclamait des réformes économiques en échange de l'accès au MES (comme cela avait été le cas en 2012).

Mais les pays durement touchés par le virus, à l'image de l'Italie, ont argué que la crise était due à un facteur exogène de l'économie. Les ministres des Finances de l'UE se sont finalement accordés sur l'allocation sans condition préalable aux États par le MES d'une somme représentant 2% de leur PIB, soit 240 milliards en tout.

Quelles perspectives économiques ?

« Autant la profondeur de la récession que la rapidité de la relance seront asymétriques », a prévenu Paolo Gentiloni, commissaire européen à l'économie. On sait déjà le recul de l'activité économique dans l'UE, de 7,4%, plus important que celui de la crise de 2008. Selon le FMI, si les mesures de confinement étaient levées au cours du deuxième semestre, une « reprise partielle » en 2021 serait possible. L'activité économique pourrait donc

connaître un rebond spectaculaire, dès la fin de sa mise en sommeil. La relance européenne pourrait connaître une croissance de 6,1% d'après la Commission. Mais de nombreux facteurs (durée du confinement, mesures économiques de soutien) peuvent la remettre en cause.

Quoi qu'il en soit, un des principaux enjeux à venir est celui du rôle de l'Union européenne dans le monde. Saisir l'opportunité d'être novateur, repenser le mode de développement et de consommation, c'est le défi que nous devons affronter selon Yves Perez, professeur d'économie. De nombreuses personnalités prônent dès à présent des relocalisations au sein de l'UE afin d'acquiescer une certaine indépendance, en particulier vis-à-vis de la Chine. Par ailleurs, l'Union doit surmonter ses divisions et renforcer sa place au sein de l'économie mondiale : certains y voient l'occasion de recourir à des « Coronabonds », des dettes émises au nom de l'UE, une question pour l'instant non résolue.

Axel Legoupil et Lucas Nitzsche



Photo : René Gruen / Flickr

Pandémies : le Coronavirus, loin d'être une exception dans l'Histoire

Qualifié de pandémie par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), le Coronavirus inquiète à juste titre en Europe et ailleurs. En revanche, il reste, pour l'instant, une pandémie parmi d'autres, largement moins dévastateur que la Peste noire (1347-1351) ou que la Grippe espagnole (1918-1919).

Qu'appelle-t-on « pandémie » ?

Pour l'OMS, « on parle de pandémie en cas de propagation mondiale d'une nouvelle maladie », soit l'internationalisation d'une épidémie locale. Souvent issu de la faune sauvage (singes, chauves-souris, oiseaux, rats...), le virus ou la bactérie arrive à l'humain par l'intermédiaire des animaux d'élevage (volailles, porcs) ou d'insectes (puces, moustiques, tiques).

Ces contacts, bien qu'aléatoires, ne sont pas simplement le fruit du hasard. Les épidémies surviennent lors de modifications écologiques (révolutions agricoles et industrielles) et sociales (sédentarisation, démographie, comportement des individus).

La pandémie naît ensuite du commerce et des transports de personnes, essaimant la maladie dans les différentes régions du globe. Les traitements préventifs (vaccins) et curatifs (antibiotiques et antiviraux) contemporains permettent aujourd'hui



d'endiguer certaines des maladies ayant ravagées l'Europe au cours de l'Histoire.

La Peste, au fil des siècles

La Peste, du latin « pestis » qui signifie fléau, est une maladie infectieuse, épidémique et contagieuse. Elle existe sous deux formes : bubonique (transmise par les puces, du rongeur sauvage) et pulmonaire (transmise par voie aérienne).

La première, la plus fréquente, est caractérisée par l'apparition de ganglions lymphatiques sur le corps et par un syndrome infectieux très sévère (forte fièvre, atteinte profonde de l'état général). Sans traitement approprié en quelques jours, la peste est souvent mortelle. Une des premières pandémies est la Peste de Justinien. Elle frappe à plusieurs reprises le bassin méditerranéen entre 547 et 767, faisant entre 30 et 50 millions de morts sur la durée.

La plus impressionnante reste cependant

la Peste noire. En peu de temps, de 1347 à 1351, elle décime 30 à 50 % de la population européenne (au moins 25 millions de victimes). Venant probablement de Crimée, cette peste bubonique fait de si nombreuses victimes que beaucoup de cadavres restent pourrir sur le sol. Ce n'est qu'à la fin du XIX^e siècle, avec les découvertes d'Alexandre Yersin, que l'origine de la Peste est connue et que les pandémies se raréfient. Par leur caractère infectieux et souvent mortel, les nombreuses épidémies de Peste ont durablement choqué et impacté les sociétés européennes de l'Antiquité et du Moyen-ge, sur leur démographie et leur développement économique et sociétal.

La Peste, pas si seule

Tout au long des siècles, l'Europe a été victime d'autres pandémies plus ou moins éphémères.

La lèpre, ramenée par les échanges avec l'Orient, s'est implantée pendant longtemps en Europe dans l'Antiquité et surtout au Moyen-Âge. Les Lépreux sont marginalisés (léproseries) et vêtus d'un habit reconnaissable, la lèpre étant considérée comme une punition de Dieu pour les péchés commis. Peu contagieuse, la bactérie se transmet par les gouttelettes et peut entraîner des lésions nerveuses aboutissant à des incapacités définitives. La maladie commence à décliner au XIV^e siècle et possède aujourd'hui un traitement mettant fin à son caractère incurable et mutilant.

Le choléra, infection intestinale qui provoque une diarrhée abondante et des vomissements, est une maladie pouvant aboutir rapidement à une déshydratation sévère et à la mort. Initialement issue d'Asie, la maladie provoque sept pandémies entre 1817 et 1991 et des millions de victimes, notamment en Europe. Elle est aujourd'hui endémique dans certains pays, majoritairement en Afrique et en Asie.

La grippe, infection virale bien connue, provoque 250 000 à 500 000 décès par an dans le monde (OMS). Au cours des trois derniers siècles, il y a eu au moins 10 pandémies mondiales de grippe, parmi lesquelles la grippe russe en 1889-1900 (responsable de 360 000 victimes en Europe), la grippe espagnole en 1918-1919 (responsable de 2,3 millions de victimes en Europe), et la grippe asiatique en 1957.

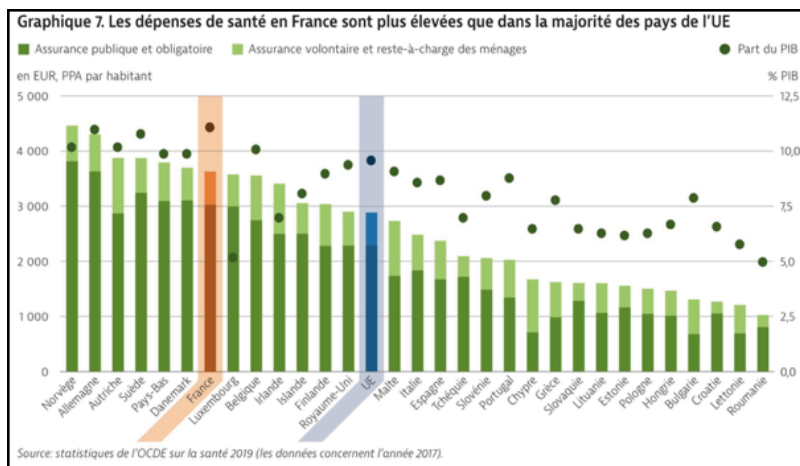
En plus de ces maladies, au cours de l'Histoire, les Européens ont également dû affronter les épidémies de variole, de fièvre jaune, et plus récemment, du sida. Le Coronavirus vient « timidement » s'ajouter à la liste.

Simon Kaiser et Alexandre Duporte

Le saviez-vous ?

L'Espagne est le seul pays à publier librement les informations relatives à la pandémie de grippe de 1918-1919, ce qui a conduit à l'appeler « grippe espagnole ».

Les systèmes de santé en Europe



La dite « guerre » contre le coronavirus est l'occasion d'observer la composition des différentes « armées », à savoir les systèmes de santé.

Un système de santé est l'ensemble des organisations, institutions, ressources et personnes dont l'objectif principal est d'améliorer la santé. Trois « système-types » de santé existent - les systèmes nationaux de santé, les systèmes d'assurance-maladie et les systèmes libéraux de santé - caractérisés selon ces questions :

« Qui organise et finance le système de santé ? ». Si c'est l'État, c'est un système national (SN). Si c'est un organisme privé, c'est un système libéral (SL).

« Quel est l'objectif du système de santé ? ». Si la quantité des soins prodigués est l'objectif, c'est un SN. Si la qualité est l'objectif, c'est un SL.

« Comment s'opèrent les soins au sein de ces systèmes ? ». Si les soins se caractérisent par une égalité d'accès au sein du système, c'est un SN. S'ils se caractérisent par une liberté de circulation au sein du système, c'est un SL.

Les systèmes nationaux et libéraux sont antagonistes. Le système d'assurance-maladie forme, lui, un système oscillant entre le système libéral et national.

Ce dernier système, dit « Bismarckien », est conçu dans les années 1880 en Allemagne. La logique d'assurance y est inhérente : les prestations sont versées aux individus qui se sont assurés contre tel risque.

Il existe également un système de santé national, présenté en 1942 dans le Plan Beveridge. Les prestations sont versées aux individus qui en ont besoin. Ce système est fondé sur le principe des « 3 U » : Universalité, Uniformité, Unité. En

| Santé

Europe, ce sont ces deux systèmes - national ou mixte, assistantiel ou assurantiel, beveridgien ou bismarckien - qui fonctionnent.

Un fonctionnement qui diffère selon les pays

On peut classer les États européens en 5 groupes :

Les pays scandinaves et britanniques sont les groupes les plus beveridgiens. Chaque groupe dispose d'un système assistantiel de santé, dirigé par l'État et financé par l'impôt. La circulation du patient au sein de ce système, qui doit consulter son médecin traitant avant tout acte médical, est longue ; mais chaque malade est soigné gratuitement. Le médecin est salarié par l'État, et rémunéré à la capitation (au nombre de patients). Par ailleurs, Scandinaves et Britanniques dépensent moins dans leur système public, portant à la prévention un rôle important. La principale différence entre les systèmes de santé scandinave et britannique est l'échelle de la gestion : décentralisé pour le système scandinave, centralisé pour celui britannique.

Les pays latins - Portugal, Espagne, Italie, Grèce - forment un groupe dont la catégorisation s'avère épineuse, car c'est un système mixte. En effet, depuis les années 1980/1990, ils tâchent, difficilement, d'effectuer une transition d'un système Bismarckien vers un système Beveridgien, notamment en uniformisant les différentes caisses de santé. Néanmoins, les conjonctures économiques critiques que ces pays ont

subi, ainsi que leur fragile structure étatique, sont responsables d'une transition qui dure, sans indisposer ces pays à un système de santé performant. L'Espagne et l'Italie possèdent une espérance de vie des plus hautes du monde, qui peut être liée au système de santé, mais également aux pratiques culturelles des citoyens.

Les pays slaves de l'ancien bloc de l'Est tâchent d'opérer une transition inverse. D'abord dotés du système de Siemaszko - système de santé soviétique type, qui est national - la libéralisation de leur modèle de santé est continue, se dirigeant depuis les années 1990/2000 vers un système Bismarckien. Leur fragile croissance prolonge la transition jusqu'à aujourd'hui, bien que ces nouveaux États de l'Union suivent avec rigueur les directives libérales.

Enfin, *les anciens pays francs* - France, Belgique, Pays-Bas, Allemagne, Autriche - adoptent un système pleinement bismarckien. Ces modèles fonctionnent par différentes caisses (assurance-maladie, retraite) dont les cotisations sont obligatoires. Les médecins sont rémunérés à l'acte, et il est aisé pour leurs patients de changer de médecins, et de consulter directement un spécialiste. Néanmoins, il est difficile pour ces États de réformer leur système libéral, et de résorber l'écueil que sont les déserts médicaux.

Numa Echailler et Candice Fort

News from Europe



La natura riprende i suoi spazi durante il lockdown

Tra gli effetti positivi del lockdown rientra sicuramente il fatto che gli animali stanno, un po' ovunque, riprendendo i loro spazi. Così la guardia costiera italiana ha filmato, nei pressi dell'isola d'Elba, una balenottera lunga 20 metri. Questi esemplari sono solitamente difficili da avvistare in quanto infastiditi dal traffico marittimo.

Sergio Costa, ministro dell'ambiente, ha commentato questo incontro così :«La Natura, in questi giorni, ci sta regalando delle immagini meravigliose. Come questa balenottera. Uno spettacolo raro. I nostri mari sono la ricchezza del nostro bellissimo Paese. Dobbiamo preservarli»

Le foot européen à différentes vitesses

Mardi 28 avril, le Premier ministre français prenait la décision d'arrêter les championnats de football saison 2019-2020 devant l'ampleur de la pandémie. La LFP a acté le classement final de Ligue 1 sur la base d'un quotient « nombre de points par matchs joués ». Cette décision ne fait pas l'unanimité, notamment à Lyon, par son caractère unilatéral et précipité. De l'autre côté du Rhin, les autorités ont fait les choses différemment. Les matchs ont repris en mai à huis-clos, en imposant certaines règles sanitaires aux joueurs et aux staffs. Quant à l'Angleterre, l'Espagne et l'Italie, même durement touchés par le virus à l'instar de la France, l'exemple allemand est suivi, en organisant une reprise des matchs professionnels. Si l'audace a raison du virus, le football français risque de creuser encore un peu plus son retard sur ses concurrents directs.

Care homes and Covid-19: let us better treat our elderly!

In the struggle against the Coronavirus care homes' residents have been among the main victims. In the UK, where the virus has been very deadly, concerns are starting to rise and Prime Minister Boris Johnson said he "bitterly regrets" this situation.

Eileen Chubb, a British whistleblower and campaigner, denounced the working conditions in the care home sector, highlighting wrongdoings in this industry and claiming that they are putting profits before safety. In response, the UK government has just pledged €680 million to tackle this specific crisis...



Παράδειγμα προς μίμηση η Ελλάδα στην αντιμετώπιση του κορωνοϊού!

Στην δοκιμασμένη από την οικονομική κρίση Ελλάδα, η διαχείριση της πανδημίας αποδείχτηκε πιο ορθή σε σύγκριση με άλλες ευρωπαϊκές (και πλουσιότερες) χώρες. Την ώρα που η Δ. Ευρώπη έδειχνε ανησυχητικά σημάδια εφησυχασμού με τα κρούσματα και τους θανάτους να χτυπάνε κόκκινο, η Ελλάδα κατάφερε να διατηρήσει υπό έλεγχο την μετάδοση του ιού καταγράφοντας έναν από τους χαμηλότερους δείκτες κρουσμάτων και θανάτων στην Ευρώπη. Το κλειδί της επιτυχίας της ήταν η έγκαιρη λήψη μέτρων και η επιβολή αυστηρών κυρώσεων στους παραβάτες. Πλέον η Κυβέρνηση σκέφτεται ήδη το επόμενο βήμα αναζητώντας λύσεις για να διασωθεί η τουριστική σεζόν εν μέσω πανδημίας.

España comienza un luto oficial de 10 días en memoria de las víctimas del Covid-19



España, en donde se impuso un bloqueo nacional en marzo, ha sufrido uno de los brotes más letales del virus, y el número de muertos en el país ascendió a más de 27,000 personas. Para rendir homenaje a las decenas de miles de personas fallecidas hasta el momento, España entró oficialmente en un período de 10 días de solemne recuerdo. Desde el 27 de mayo hasta el 5 de junio, todas las banderas de los edificios públicos, así como la de los buques de la armada española se hisarán a media asta. El primer ministro español, Pedro Sánchez, dijo que "este es el luto más largo de nuestra democracia, con el que mostramos todo nuestro dolor y rendimos reconocimiento a quienes han fallecido". Este periodo de luto terminará con una solemne ceremonia presidida por el Jefe de Estado de España, el Rey Felipe VI.

Die Deutsche-Französische Parlamentarische Versammlung : Eine Gelegenheit für beide Länder?



Die Deutsche-Französische Parlamentarische Versammlung wurde anlässlich des Aachen Vertrags am 22. Januar 2019 gegründet. Sie besteht aus 100 Abgeordneten zweier Nationalitäten und hat das Ziel, die Umsetzung des Vertrags zu überwachen. Und das Coronavirus hält es nicht auf! Das nächste Treffen ist für den 28. Mai geplant und soll die Sicherheitsmaßnahmen erörtern, die bei der Verwaltung von COVID-19 ergriffen wurden.

Surveillance and tracking within the EU: our freedoms at risk

Whilst COVID-19 is an unprecedented sanitary crisis affecting the world, the European Union is facing new challenges. As tracing technologies might prevent a second wave of contamination, it raises many questions regarding our right to privacy.

Population movement: controlling the respect of lockdown measures

With unprecedented measures of confinement, also came an unprecedented system of mass surveillance. Throughout Europe, governments have been monitoring population movements. They have been relying on private companies in the mobile phone sector. Data suggested that Paris lost around 10% of its population following the announce of the confinement order.

New initiatives have been developed by a surprising alliance between Apple and Google. They have been working on a digital tool that would warn individuals who were in contact with COVID-19 + persons. Facebook has also been sharing its data with research groups through its program called 'data for good'.

All the above raises important questions. When mechanically accepting the "Terms and Conditions" - without reading them - do we foresee that our data including our

movements and our medical data would be used by GAFKA and governments ? One can be reassured though, as these data are meant to be anonymised. However, we must always bear in mind that data collection has served the most tragic causes in Europe's history.

GDPR: an EU framework on personal data processing

As a world pioneer, the EU in 2016 provided a comprehensive framework for personal data protection in the form of the General Data Protection Regulation (GDPR). It puts consent at the heart of the process of any data collection. Although article 9 prohibits the processing of certain sensitive data including those concerning health ; it further provides that "The processing [of personal data] may be necessary for reasons of public interest in the areas of public health without consent of the data subject". This last provision forms a legal basis for governments to process personal data without consent. The only safeguard being that it is "subject to suitable and specific measures so as to protect the rights and freedoms of natural persons", failing to specify the kind of safeguard which must be implemented.

On 16th April, the Commission issued guidelines thus completing the earlier recommendation. The Commission advocates for a voluntary use of the app

and users to remain in control of their data. The effectiveness of such an app requires a wide coverage of the population. One must also note that these guidelines remain non-binding and thus extremely weak.



Development of mass surveillance throughout the EU

The EU has followed many countries all over the world and is developing its own electronic method to hinder the spread of COVID-19.

Austria is one of the first European countries to ease lockdown restrictions. To prevent a second wave of propagation of COVID-19, it set in place a tracing-app called "Stop Corona". As recommended by the Commission, it is based on voluntary installation and uses Bluetooth technology to register people encountered. Thus, if someone is found to have COVID-19, people with whom he "virtually shook hand" are alerted. Similar systems may be implemented all over the continent.

Regarding data security, Austria's app

claims it is impossible to identify the user. In the case of report of infection the phone number will only be recorded for a maximum of 30 days.

The necessity of safeguards for EU citizens

As GDPR does not seem to ensure enough protection of data privacy during the COVID-19 crisis, voices are rising asking for precautions.

The main concern might be the duration of use of tracing apps and the fact that it could lead to mass surveillance even once the coronavirus crisis ends. Also, the question whether non-anonymised data could be used for other purposes and recorded for a long time.

The Commissioner for Internal Market, Thierry Breton tried to reassure EU citizens: "While we should [...] make the best use of technology in fighting the pandemic, we will not compromise on our values and privacy requirements." Attention must be paid regarding the future use of contact-tracing technologies despite their possible utility during a crisis. Especially since this pandemic required measures limiting our freedoms. Respect for private life is an essential feature of European democracies.

Camille Jerineck et Rémi Menthéour

Le Green Deal : toujours d'actualité ?

Alors que la crise sanitaire semble amorcer une nouvelle crise économique, des députés européens, ministres, PDGs et syndicats ont conjointement signé une tribune, « L'alliance pour une relance verte », appelant l'Union européenne à respecter ses engagements en faveur d'une transition écologique. Frans Timmermans, le Commissaire en charge du *Green Deal*, a alors assuré que chaque euro dépensé dans les plans européens de reconstruction économique devra être en adéquation avec les objectifs d'une transition verte et digitale. Mais en pratique, il est difficile d'affirmer à ce jour que la crise sanitaire que vit l'Europe n'aura pas d'effet négatif sur les ambitions « vertes » de l'Union européenne. La question est plutôt : quels effets aura-t-elle ?

Les ambitions du *Green Deal* : la volonté politique suffira-t-elle à contrer les difficultés économiques ?

Cela n'est pas un secret, la crise sanitaire que nous subissons aura certes des conséquences humaines épouvantables, mais aussi des conséquences économiques désastreuses. La Commission européenne ayant prédit une récession historique de 7.75% de l'Union européenne, comment, dans un tel climat d'incertitude, le *Green Deal* peut-il rester la priorité ?

Rappelons que le *Green Deal*, ou Pacte vert pour l'Europe, présenté le 11 décembre 2019, n'est pas une feuille de route comme les autres. Elle appelle à des changements radicaux et des investissements massifs afin d'atteindre des objectifs ambitieux tels que la neutralité carbone dès 2050, la transition énergétique vers les énergies renouvelables, la préservation de la

biodiversité ou la transition vers une mobilité durable et intelligente. Comme l'a rappelé le conseiller *Green Deal* du cabinet de la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, « ni l'Union européenne ni l'ensemble des États membres ne peuvent fournir tous ces moyens ».

Pendant, force est de constater qu'au vu de la récession en cours et de l'incertitude planant autour de la reprise économique, les investissements privés en complément des fonds publics seront certainement moins importants qu'initialement prévu et donc les ambitions du *Green Deal* difficilement réalisables.

***Green recovery* : des plans de reconstruction économique à la hauteur du *Green Deal* ?**

Afin de sauver ses industries, l'Union européenne et ses États membres ont mis en place différents programme de



sauvetage économique, notamment pour aider les petites et moyennes entreprises, mais aussi les entreprises au sein desquelles les gouvernements ont des parts. Cependant, est-ce que le sauvetage de ces entreprises, certaines étant polluantes et contraires aux ambitions du *Green Deal*, est en phase avec l'ambition verte de la reprise économique européenne ?

Bruno Le Maire, le ministre français de l'Économie et des Finances, a estimé qu'il fallait « sauver notre compagnie nationale » *Air France* et a lancé un plan « historique » d'aide économique, composé de prêts à hauteur de 7 milliards d'euros. Cependant, comme le précise celui-ci, « il ne s'agit pas d'un chèque en blanc » car ce plan a été soumis à des conditions de rentabilité, mais surtout à des conditions environnementales afin d'accompagner *Air France* dans sa transition vers un modèle plus durable. Bien que ces « conditions environnementales » restent encore assez floues légalement, et insuffisantes pour certains, cela est déjà un pas en avant afin de ne pas oublier la transition

environnementale dans ce sauvetage de l'économie.

Cependant, *Air France* n'est pas la seule entreprise à sauver. L'industrie automobile allemande, avec un marché ayant s'étant effondré de 61.1% en avril, attend un plan de secours à la hauteur de l'évènement.

Une « prime à la casse » est donc en ce moment sur la table de discussion, mais les défenseurs de l'environnement sont très sceptiques quant à la valeur environnementale d'une telle action, notamment en rappelant que la prime à la casse de 2009 avait été aussi appelée « prime environnementale » mais n'avait pas eu les effets escomptés.

Les gouvernements européens vont-ils avoir la volonté et le courage politique de transformer cette relance économique européenne en une relance durable ? Cela reste à voir et dépendra certainement de la réalité économique de l'après-crise.

Eloïse Ryon

Flambée des violences domestiques durant le confinement

La propagation rapide du COVID-19 en Europe a conduit de nombreux États à prendre des mesures strictes de restriction des libertés fondamentales afin de briser la chaîne de transmission du virus. D'un jour à l'autre, la liberté de circulation a cédé sa place aux restrictions de mouvement et le slogan #RestonsChezNous a constitué la norme des mois de confinement. Le but est de limiter la propagation du virus, et rester à la maison est largement considéré comme le moyen le plus sûr pour éradiquer la pandémie.

Cependant, le confinement ne s'est pas avéré être une solution sûre pour tout le monde ; tout en réduisant le nombre de victimes du COVID-19, celui de victimes de violences domestiques a pour sa part augmenté.

La violence domestique : une pandémie silencieuse

La pandémie de COVID-19 a de nouveau mis en évidence le fléau autrefois silencieux mais toujours présent de la violence domestique. Les victimes de cette « maladie » sont principalement les groupes les plus vulnérables de la société, comme les femmes, les enfants et les personnes âgées. Suite aux mesures de confinement, des milliers de ménages ont été contraints de rester isolés chez eux pendant de longues périodes, l'anxiété, la peur et l'incertitude provoquant des tensions au sein des familles. Pour certains, rester à la maison dans cette période de confinement est synonyme d'exposition aux actes de violence physique, verbale ou psychologique. Confinés à la maison et coupés de leur environnement social, les femmes et les enfants qui vivent déjà des relations

violentes, se sont retrouvés piégés, maltraités et sans secours face à l'agresseur.



Photo : Felipe Vallin / Pexels

« Nous sommes tous confrontées à des défis psychologiques importants en raison de l'isolement ou de la quarantaine, mais les femmes et parfois les enfants qui vivent dans des foyers peu sûrs sont

confrontés à un stress particulièrement éprouvant », a déclaré Mme Evelyn Regner, présidente de la commission des droits des femmes et de l'égalité des genres de l'UE.

Un phénomène d'échelle mondiale

Les restrictions de mouvement ont entraîné une hausse alarmante des violences intrafamiliales dans les quatre coins du monde. Des États-Unis à l'Europe, en passant par l'Asie et l'Australie, beaucoup de femmes et d'enfants ont été victimes de violence. Les chiffres publiés par les autorités nationales donnent une indication de l'ampleur du phénomène. En Europe, le nombre d'appels aux lignes d'assistance téléphonique a doublé, voire triplé durant le confinement, tandis qu'en Turquie comme en Espagne de nombreuses femmes ont été assassinées par leur partenaire.

Le plus gros problème reste le fait que les cas signalés ne sont que la partie émergée de l'iceberg. À cause de la présence continue de leur agresseur dans le foyer et de l'intimidation constante qu'elles reçoivent de la part de l'auteur, il est très difficile pour les victimes de demander du soutien ou de déposer une plainte auprès de la police. Ensuite, suite aux mesures restrictives, l'accès aux services de santé et de protection, ainsi qu'aux refuges et aux centres d'aide juridique, est devenu plus limité, rendant difficile l'accès à une assistance habituellement disponible. Le résultat ? La

plupart des cas de violence domestique restent non-signalés.

Face à ce problème, le secrétaire général de l'ONU a lancé un appel aux États pour mettre en place des systèmes d'alerte efficaces dans le but de lutter contre les effets pervers du confinement et de la distanciation sociale. Suite à cet appel, de nombreux pays européens ont lancé une nouvelle initiative pour signaler les incidents de violence domestique. L'expression #masque19 s'est déjà avérée être une bouée de sauvetage pour des milliers de victimes qui peuvent désormais demander de l'aide dans les pharmacies.

En opposition à cette initiative, une nouvelle décision vient de mettre davantage en péril les victimes de violences conjugales. Alors que nous sommes à un stade critique de la crise actuelle et des conséquences qui l'entourent, le parlement hongrois a rendu le 5 mai 2020 la décision de ne pas ratifier la Convention d'Istanbul (qui prévoit des standards minimums pour protéger dûment les femmes contre les abus et les violences domestiques).

Il est indéniable que la pandémie de COVID-19 est une crise sanitaire. Comme toutes les crises, elle a touché les plus vulnérables, soulignant clairement les inégalités préexistantes. Le devoir de chaque État et de l'UE de protéger ses citoyens non seulement du Coronavirus mais de toute forme de menace.

La vie en confinement : témoignages d'étudiants européens



Lucas Kryzaniac, étudiant en Lettonie

Le triptyque se retrouve en Lettonie comme partout ailleurs : mazgā rokas (« lavez-vous les mains »), ievēro divu metru distanci (« respectez une distance de deux mètres ») et paliec mājās (« restez à la maison »). Le pays a toutefois eu une expérience différente de cette crise.

En instaurant l'état d'urgence, le pays a fait le pari de la distanciation sociale. Les écoles ont fermé, mais les commerces sont restés ouverts en semaine s'ils pouvaient faire respecter deux mètres de distance. Beaucoup de bars et de restaurants ont dû fermer, mais d'autres ont aménagé leur terrasse pour tenter de retrouver un moment d'insouciance.

Ce pari a porté ses fruits : avec un millier de cas détectés depuis février, la Lettonie fait figure de havre préservé. Le 15 mai dernier, les trois États baltes ont rouvert leurs frontières entre eux. Il se murmure que l'état d'urgence ne sera pas reconduit au-delà du 9 juin. De bonne augure pour les célébrations de Līgo, les plus importantes de l'année en Lettonie !



Mathilde Ravel, étudiante en Argentine

En Argentine, le confinement a commencé très tôt, dès le 20 mars, les mesures n'ont pas trainées.

La vie reprend à tâtons dans certaines provinces, notamment pour ce qui s'agit de la construction. Mais pour le reste, c'est difficile.

Malgré le port du masque obligatoire et la nécessité d'avoir des autorisations pour sortir, des provinces comme Córdoba avaient autorisé les sorties au parc pour les enfants et leurs parents. Les rassemblements qui en ont résulté ont conduit à l'interdiction de ces mesures.

La région la plus affectée est celle de Buenos Aires où le virus est entré dans des quartiers populaires de la ville. Les problèmes d'eau courante et de pauvreté rendent la quarantaine très difficile à maintenir.

Enfin, le système de santé argentin est moins robuste que le système de santé européen, ce qui laisse de la crainte pour la suite.

Témoignages



Manon Maquin, étudiante en République Tchèque.

Au début de la crise du COVID-19, le gouvernement tchèque a pris des mesures fortes alors même qu'aucun mort n'avait été déploré.

L'état d'urgence a été déclaré le 12 mars, entraînant la fermeture de la plupart des magasins et des services de restauration. Une des mesures les plus contraignantes est le port obligatoire du masque dans l'espace public car il est difficile de s'en procurer. Toutes les décisions du gouvernement ont permis de limiter considérablement la propagation du virus en République Tchèque et je ne me suis jamais sentie en danger.

Étant étudiante en échange à Prague, je me suis demandé si mon université allait réussir à garantir une continuité pédagogique et ce fut complètement le cas. J'ai pu assister à l'ensemble de mes cours en ligne et finalement l'épidémie n'a que peu affecté le déroulement de mon semestre.

Au début de l'épidémie, j'ai eu peur de ne pas réussir à me tenir informée des décisions du gouvernement car je ne comprends pas encore bien le tchèque. J'ai donc été ravie de voir que l'ambassade de France mettait un point d'honneur à tenir les ressortissants français au courant de l'évolution de la situation dans le pays.



Alessandra Alpino, student in Greece

Here in Greece, the government announced a series of measures really fast. For example, we couldn't go outside without a written paper or without sending a SMS to a phone number with some information.

In the end, after hearing the news (internet, television, communication with locals) concerning the impact of COVID-19 in Italy and Spain, I felt more secure with all these measures. I am living with my parents (as I study in my town). During the first week I helped my mom to organise the e-classes for her school. I argued with her several times over that.

Overall, I think that the first week was the worst, I was really depressed, I felt like everything was falling apart. I had so many plans for this year and everything was destroyed. Then, I got used to my quarantine life thanks to my friends, movies, sports and, of course, thanks to the food.

Now that we can finally go out after almost 2 months, I go outside and take a coffee or a beer all together with my friends and we walk a lot around. We respect the social distancing as we want this to be over soon!

Propos recueillis par Arnaud Wittmer

Menu européen du printemps

Ça y est ! C'est le printemps, le soleil nous abreuve de sa lumière, la chaleur revient, les bourgeons éclosent, les abeilles butinent les fleurs... la nature reprend ses droits !

Après cette période morose passée dans le confinement, quoi de mieux que de célébrer le retour du printemps par un menu spécial européen ? Alors, en cuisine !

Entrée : Asperges à la polonaise (6 personnes, 15 min de préparation)

Ingrédients : 2,5 kg d'asperges, 3 œufs durs, 200 g de beurre, pain de mie rassi, sel.

1. Éplucher les asperges, les ficeler par petites bottes, les plonger dans l'eau bouillante salée, les laisser cuire jusqu'à ce qu'une lame de couteau les traverse aisément, et les égoutter.

2. Les dresser sur le plat de service. Saupoudrer les pointes de jaunes d'œufs durs passés à la moulinette.

3. Faire fondre le beurre dans une casserole avec une poignée de pain de mie très finement émietté. Laisser blondir doucement jusqu'à ce que le beurre prenne une jolie couleur noisette. Verser le beurre brûlant sur les asperges et déguster.

Plat : Chaussons à la Grecque (4 personnes, 20 min de préparation)

Ingrédients : 100 g de farine, 60 g de beurre, 1 c. à café de graines d'aneth ou de fenouil, 100 g de pousses d'épinard,

100 g de feta, 1 bouquet d'aneth, 1 œuf et 1 jaune d'œuf, 1 c. à soupe d'huile d'olive.

1. La pâte : mélanger la farine, 1 pincée de sel et les graines d'aneth dans un saladier. Ajouter le beurre coupé en morceaux. Frotter ce mélange entre les mains pour le « sabler », puis verser 1 petit verre d'eau et former rapidement une boule de pâte. Écraser cette pâte de la paume de la main, puis former à nouveau une boule. Laisser reposer 15 min.

2. La garniture : laver et essorer les épinards et l'aneth. Hacher finement l'aneth. Émietter la feta. Faire cuire les pousses d'épinards dans l'huile d'olive 3 min, juste le temps de les ramollir puis, hors du feu, ajouter la feta, l'aneth et l'œuf battu.

3. Préparer les chaussons : étaler finement la pâte. Découper avec un petit bol 8 disques de 10 cm de diamètre. Poser sur chacun un peu de farce aux épinards, puis les replier pour former un chausson. Écraser les bords avec une fourchette pour les fermer hermétiquement.

4. Confectionner ainsi 8 petits chaussons, puis les poser sur la tôle du four recouverte de papier sulfurisé. Les badigeonner de jaune d'œuf battu coupé d'un peu d'eau et enfourner (180°). Faire cuire les chaussons jusqu'à ce qu'ils soient dorés et les déguster aussitôt.



Dessert : Crumble fraise-rhubarbe (6 personnes, 15 min de préparation)

Ingrédients : 500 g de rhubarbe (fraîche ou surgelée), 500 g de fraises, 1 gousse de vanille, 100 g de beurre demi-sel, 100 g de cassonade, 120 g de farine.

1. Préchauffer le four à 180°. Dans un bol, mettre la farine, la cassonade et le beurre coupé en petits morceaux. Couper la gousse de vanille en deux dans le sens de la longueur et racler les graines avec la pointe d'un couteau. Ajouter les graines dans le bol (garder la gousse). Mélanger rapidement du bout des doigts pour obtenir une consistance sableuse. Mettre au frais.

2. Si la rhubarbe est fraîche, la laver et l'éplucher puis la couper en tronçons de 1 à 2 cm. Sinon, utiliser les morceaux encore surgelés.

3. Laver et équeuter les fraises, couper les plus grosses en deux.

4. Dans un plat à gratin, disposer les fruits et la gousse de vanille. Parsemer de pâte et enfourner 30 min environ, jusqu'à ce que le crumble soit doré. Déguster tiède.

La boisson : le Spritz italien.

Ingrédients : 4 cl d'Aperol, de Campari ou de Cynar, 6 cl de Prosecco, 2 cl d'eau gazeuse, une rondelle d'orange, une olive.

Dans un verre à pied, mettre l'olive, la rondelle d'orange puis remplir de glaçons. Ajouter l'Aperol, le Campari ou le Cynar, puis le Prosecco et, enfin, l'eau gazeuse. Remuer à l'aide d'une cuillère et déguster.

Le pain irlandais (6 personnes, 15 min de préparation)

Ingrédients : 250 g de farine spéciale pain, ½ sachet de levure chimique, 1 c. à café de sel fin, 80 g de flocons d'avoine, 1 c. à soupe de miel liquide, 25 cl de lait ribot.

1. Préchauffer le four à 200°. Mélanger la farine, la levure, le sel et les flocons d'avoine. Diluer le miel dans 1 c. à soupe de lait ribot, puis ajouter le reste de lait ribot. Verser sur les ingrédients secs et mélanger rapidement, puis pétrir pendant 1 min jusqu'à obtenir une pâte homogène et lisse.

2. Former une boule, faire une croix sur le dessus avec la pointe d'un couteau et cuire pendant 30 min environ.

La Lettonie

Capitale : Riga
Langue officielle : Letton
Population : 1 919 968 habitants
Territoire : 64 573 km²
PIB : 30,8 milliards d'euros
Système politique : République parlementaire
Déclarations d'indépendance : Le 18 novembre 1918 et le 4 mai 1990
Chef d'État : Egils Levits
Premier ministre : Arturs Krišjānis Kariņš
Devise : Euro (depuis le 1er janvier 2014)
Adhésion à l'UE : 1er mai 2004
Nombre d'eurodéputés : 8
Commissaire letton : Valdis Dombrovskis (Vice-président exécutif pour une économie au service des personnes)

cascade de Ventas Rumba à Kuldīga, bien que celle-ci ne soit haute que de... deux mètres.

La Lettonie est un jeune pays tout juste centenaire, mais sa culture est bien plus ancienne. Au fil des siècles d'oppressions successives, les *dainas*, sorte de courts chants traditionnels lettons, ont permis d'entretenir la mythologie païenne dans les mémoires. Quelques 230 000 *dainas* sont recensées aujourd'hui, et certaines sont chantées durant le Festival national letton des chants et des danses (*Vispārējie latviešu Dziesmu un Deju svētki*) qui a lieu tous les 5 ans, et qui figure sur la liste du patrimoine culturel immatériel de l'humanité.



Les Lettons sont fiers et friands de leur pain noir de seigle (*rupjmaize*), à tel point qu'ils en ont fait... un dessert ! En effet, la *maizes zupa* est une soupe de pain de seigle mélangé avec du sucre, des fruits secs et de la crème fouettée.

Le saviez-vous ?

Les Lettons sont très proches de la nature, et pour cause : la Lettonie compte plus de 500 km de côtes et plus de la moitié de son territoire est recouvert par des forêts. Plus étonnant, même si son point culminant s'élève à 300 m, le pays abrite la plus large cascade d'Europe (250 m), la

Les traditions païennes sont encore très ancrées en Lettonie. Une des plus importantes célébrations lettones est sans nul doute *Līgo* au moment du solstice d'été. Les Lettons se rassemblent alors dans la nature, chantent et dansent, sautent au-dessus d'un feu pour se débarrasser de leurs ennuis, et surtout restent éveillés jusqu'à l'aube ; il est interdit de dormir cette nuit-là !

Lucas Kryzaniac

Sources de ce numéro (liste non exhaustive) :

- AREZKI, Rabah et Ha Nguyen. 2020. « Faire face à un double choc : Covid-19 et prix du pétrole », *La Banque mondiale.org*
- CHAMBARETAUD, Sandrine et Diane Lequet-Slama. 2003. « Les systèmes de santé nationaux du nord de l'Europe et l'influence des modèles libéraux durant la crise des années quatre-vingt-dix ». *Revue française des affaires sociales (4)* : 399 - 422
- CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE. 2020. « Conclusions du président du Conseil européen faisant suite à la vidéoconférence tenue avec les membres du Conseil européen le 23 avril 2020 »
- DURKHEIM, Émile. 1960. *De la division du travail social*. PUF. Paris
- EIGE. 2020. « Coronavirus puts women in the frontline »
- ELYSÉE. 2020. « Adresse aux Français, 13 avril 2020 »
- ESCANDE, Philippe. 2020. « La dépendance morbide de l'industrie européenne », *Le Monde*
- EUROPARL. 2020. « COVID-19 : stop à la hausse des violences domestiques pendant le confinement »
- EUROPEAN COMMISSION. Accédé le 10 mai 2020. « Climate Action »
- EUROSTAT. Accédé le 10 mai 2020. « China-EU trade in goods: €164 billion deficit in 2019, 2020 »
- FRANCE INFO. 2020. « Aides de l'État à Air France et Renault : les conditions écologiques à ce plan « sont insuffisantes » pour Greenpeace »
- GEORGIEVA, Kristalina. 2020. « Affronter la crise : priorités pour l'économie mondiale », *IMF.org*
- GLOBAL COMMISSION ON THE GEOPOLITICS OF ENERGY TRANSFORMATION. 2019. « A New World: The Geopolitics of the Energy Transformation », *IRENA*
- LUTAUD, Bénédicte. 2020. « La République tchèque a soustrait 680 000 masques et respirateurs destinés à l'Italie ». *Le Figaro.fr*
- MONNET, Jean. 1976. *Mémoires*. Fayard. Paris
- OMC. 2020. « Le COVID-19 et le commerce mondial »
- PALIER, Bruno. 2015. Chapitre 2 « La diversité des systèmes de santé » dans *La réforme des systèmes de santé*. PUF
- REGULATION (EU) 2016/679 of the European Parliament and of the Council of 27 April 2016 (General Data Protection Regulation)
- SCHULZ, Florence. 2020. « Timmermans promises green recovery to EU lawmakers », *Euractiv*
- VALERO, Jorge. 2020. « Le coronavirus va entraîner la pire récession de l'histoire de l'UE », *Euractiv*
- VIE PUBLIQUE.FR. 2018. « Systèmes bismarckien et beveridgien d'État providence : quelles caractéristiques ? »
- ZYLBERBERG, Sam. 2020. « Histoire des pandémies », *Jeretiens.net*

Agenda

⇒ Envie d'écrire un article, de faire de la radio ou de s'impliquer dans l'association ? Écrivez-nous sur les réseaux sociaux ou venez nous rencontrer tous les 4 du mois au TNS à notre Stammtisch !

Cette année, en raison du contexte actuel, nombre de nos évènements ont été repoussés à l'année scolaire 2020-2021. Si vous souhaitez avoir plus de détails sur ces derniers, n'hésitez pas à rejoindre notre page Facebook.

Nous organisons par ailleurs de nombreux évènements en ligne, sur Zoom ou Discord par exemple. Alors à très vite !

Qui suis-je ?

Souverain européen rejetant le pouvoir du pape, je régnais au XVème siècle sur le royaume de Bohême.

Je suis l'un des premiers rois à défendre l'idée d'une Confédération chrétienne européenne, à la fois pour faire face aux Ottomans, mais aussi pour établir une existence pacifique de la Chrétienté.

Réponse du dernier Taurillon : Robert Schuman



www.jeunes-europeens-strasbourg.eu



Le Taurillon en Flam's est l'édition locale du magazine eurocitoyen *Le Taurillon*.

Un grand merci à nos partenaires :

Strasbourg.eu
eurométropole

